

ROUBAIX

Paris de l'abonnement : Roubaix-Tourcoing, Trois mois, 13 fr. 50. — Six mois, 26 fr. — Un an 50 francs. — Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne : Trois mois, 15 francs. — Les Départements et l'Étranger, les frais de poste en sus.

BUREAUX : A ROUBAIX, RUE NEUVE, 17. — A TOURCOING, RUE DES POUTRAINS, 42

ABONNEMENTS ET ANNONCES : Rue Neuve, 17, à Roubaix. — A Lille, rue du Curé-Saint Etienne, 9 bis. — A Paris, chez M. HAVAS, LAFFITE ET Co, place de la Bourse, 8 et rue Notre-Dame-des-Victoires, 28. — à Bruxelles, à l'Office de Publicité.

ROUBAIX. LE 19 JUILLET 1890

LES ARMEMENTS ANGLAIS

Plusieurs de nos confrères signalent, comme un symptôme grave, l'activité avec laquelle l'Angleterre pousse aujourd'hui ses armements. Ils se demandent quelles peuvent être les raisons et y supposent naturellement des causes secrètes qui ne seraient pas rassurantes pour la paix.

Le fait qui les préoccupe est indéniable. L'état-major britannique a imprimé en ces derniers temps une vive impulsion à la réorganisation de l'armée. On dit même que déjà un corps tout entier serait en mesure d'être mobilisé, si les circonstances rendaient une pareille mesure nécessaire.

Mais ces hypothèses se rattachent-elles à l'organisation des armées de terre de la Grande-Bretagne? C'est peu vraisemblable. Le concours que cette puissance pourrait avoir à prêter aux États continentaux, en certains cas, elle se ferait l'auxiliaire, serait essentiellement maritime.

Du reste, l'état actuel de ses armements, qui sont encore fort incomplets et qui exigent plus d'une année, dans les conditions où ils ont été votés, avant de permettre à l'Angleterre d'entrer en ligne, atteste que les chances de guerre sont éloignées et que l'Europe n'est pas encore à la veille d'une configuration générale.

Peut-être en conclure que les dangers sont plus proches et que l'Angleterre s'est davantage le besoin d'être prête à tout événement? Ce serait à notre avis, exagérer les éléments de la situation. La conclusion la plus naturelle est que les Anglais avouent dans l'exécution de leur nouveau système militaire et que bientôt ils seront au niveau des autres peuples du continent pour l'attaque comme pour la défense.

Maintenant, dans quel but l'Angleterre a-t-elle déployé, depuis deux ans environ, de son attitude traditionnelle, qui semblait devoir être, en tous les cas, une neutralité attentive? Ceci restera longtemps encore une énigme pour le public; mais, pour qu'on puisse aujourd'hui considérer les armements anglais comme une menace plus immédiate qu'ils ne l'ont été au début, il faudrait que la situation générale fit redouter une imminente explosion.

Or, nous ne croyons pas à une telle éventualité. Les éléments explosibles sont, sans doute, aussi nombreux et aussi redoutables sur le sol de l'Europe; mais, de tous côtés, comme auparavant, on s'étudie à écarter les étincelles qui peuvent y mettre le feu, et nous sommes convaincus que tous les gouvernements sont sincères,

en affirmant leur désir de préserver la paix du monde.

Rien ne démontre encore, malgré tous les bruits qu'on met si souvent en circulation, que l'Angleterre veuille entrer dans la triple alliance. Qu'il y ait entre elle et l'Allemagne un rapprochement caractéristique, nous ne sommes pas assez naïfs pour supposer que l'accord qui s'est fait entre Londres et Berlin pour le partage de l'Afrique équatoriale, ne se lie pas à d'autres arrangements secrets concernant les affaires européennes. Il est, toutefois, peu probable qu'il s'agisse d'engagements formels, car la politique britannique n'a pas coutume de s'enchaîner d'avance.

Tout doit se borner à la prévision de certaines hypothèses où l'Angleterre pourrait avoir intérêt à jouer un rôle déterminé.

Mais ces hypothèses se rattachent-elles à l'organisation des armées de terre de la Grande-Bretagne? C'est peu vraisemblable. Le concours que cette puissance pourrait avoir à prêter aux États continentaux, en certains cas, elle se ferait l'auxiliaire, serait essentiellement maritime. C'est avec ses flottes et non avec ses soldats qu'elle viendrait certainement à leur aide.

Du reste, l'état actuel de ses armements, qui sont encore fort incomplets et qui exigent plus d'une année, dans les conditions où ils ont été votés, avant de permettre à l'Angleterre d'entrer en ligne, atteste que les chances de guerre sont éloignées et que l'Europe n'est pas encore à la veille d'une configuration générale.

Peut-être en conclure que les dangers sont plus proches et que l'Angleterre s'est davantage le besoin d'être prête à tout événement? Ce serait à notre avis, exagérer les éléments de la situation. La conclusion la plus naturelle est que les Anglais avouent dans l'exécution de leur nouveau système militaire et que bientôt ils seront au niveau des autres peuples du continent pour l'attaque comme pour la défense.

Maintenant, dans quel but l'Angleterre a-t-elle déployé, depuis deux ans environ, de son attitude traditionnelle, qui semblait devoir être, en tous les cas, une neutralité attentive? Ceci restera longtemps encore une énigme pour le public; mais, pour qu'on puisse aujourd'hui considérer les armements anglais comme une menace plus immédiate qu'ils ne l'ont été au début, il faudrait que la situation générale fit redouter une imminente explosion.

Or, nous ne croyons pas à une telle éventualité. Les éléments explosibles sont, sans doute, aussi nombreux et aussi redoutables sur le sol de l'Europe; mais, de tous côtés, comme auparavant, on s'étudie à écarter les étincelles qui peuvent y mettre le feu, et nous sommes convaincus que tous les gouvernements sont sincères,

grossissait; avec une désinvolture rare, il change son fusil, se met à la remorque de cette majorité d'écrits qu'il accepte tout ce que veut la Chambre.

On juge de la fureur de la commission du budget qui se voit lâchée par le ministre, discursif et bavard, avec le plus complet cynisme.

M. Casimir Périer est très haut dans l'hémicycle : « Quand on fait des coups semblables, on avertit, au moins ! »

La séance est suspendue au milieu d'une vive agitation.

La commission du budget se réunit, et le bruit court qu'elle va démissionner en masse, mais ce sont là des résolutions énergiques qui durent peu et M. Casimir Périer tint avant à la présidence du budget que M. Rouvier à son portefeuille.

L'état-major démissionne, le commandant-major et un voltigeur qui, pour n'être pas la première, n'ajouta rien sans doute à sa bonne renommée.

La situation, on le voit, reste terriblement confuse, et il faut s'attendre à une nouvelle attaque dirigée de la part de la commission du budget, qui croit déjà tenir le portefeuille des finances et que la manœuvre de M. Rouvier a fort désemparé.

Un accident s'est produit à bord du Milan, à onze heures douze.

Le commandant de la machine, le lieutenant de vaisseau, et le mécanicien, le lieutenant de vaisseau, ont été tués.

Le pilote savait que deux rochers, l'un à l'ouest de celui de la machine, et l'autre à l'est, se trouvaient sur cette même route qu'il croyait être au large de la côte de la mer.

Le commandant de la machine, le lieutenant de vaisseau, et le mécanicien, le lieutenant de vaisseau, ont été tués.

Le pilote savait que deux rochers, l'un à l'ouest de celui de la machine, et l'autre à l'est, se trouvaient sur cette même route qu'il croyait être au large de la côte de la mer.

Le commandant de la machine, le lieutenant de vaisseau, et le mécanicien, le lieutenant de vaisseau, ont été tués.

Le pilote savait que deux rochers, l'un à l'ouest de celui de la machine, et l'autre à l'est, se trouvaient sur cette même route qu'il croyait être au large de la côte de la mer.

Le commandant de la machine, le lieutenant de vaisseau, et le mécanicien, le lieutenant de vaisseau, ont été tués.

Le pilote savait que deux rochers, l'un à l'ouest de celui de la machine, et l'autre à l'est, se trouvaient sur cette même route qu'il croyait être au large de la côte de la mer.

Le commandant de la machine, le lieutenant de vaisseau, et le mécanicien, le lieutenant de vaisseau, ont été tués.

Le pilote savait que deux rochers, l'un à l'ouest de celui de la machine, et l'autre à l'est, se trouvaient sur cette même route qu'il croyait être au large de la côte de la mer.

Le commandant de la machine, le lieutenant de vaisseau, et le mécanicien, le lieutenant de vaisseau, ont été tués.

Le pilote savait que deux rochers, l'un à l'ouest de celui de la machine, et l'autre à l'est, se trouvaient sur cette même route qu'il croyait être au large de la côte de la mer.

Le commandant de la machine, le lieutenant de vaisseau, et le mécanicien, le lieutenant de vaisseau, ont été tués.

Sur le lit, la femme Hayem et ses deux plus jeunes enfants; au pied, Léon Hayem, étendu en travers du corps de la fille aînée Berthe; enfin, à deux pas de là, les corps de la petite Hélène et des jeunes Raoul et Léon. La plupart étaient en état de décomposition.

Dans un angle de la pièce se trouvait un réchaud ne contenant plus que des cendres.

M. Casimir Périer est très haut dans l'hémicycle : « Quand on fait des coups semblables, on avertit, au moins ! »

La séance est suspendue au milieu d'une vive agitation.

La commission du budget se réunit, et le bruit court qu'elle va démissionner en masse, mais ce sont là des résolutions énergiques qui durent peu et M. Casimir Périer tint avant à la présidence du budget que M. Rouvier à son portefeuille.

L'état-major démissionne, le commandant-major et un voltigeur qui, pour n'être pas la première, n'ajouta rien sans doute à sa bonne renommée.

La situation, on le voit, reste terriblement confuse, et il faut s'attendre à une nouvelle attaque dirigée de la part de la commission du budget, qui croit déjà tenir le portefeuille des finances et que la manœuvre de M. Rouvier a fort désemparé.

Un accident s'est produit à bord du Milan, à onze heures douze.

Le commandant de la machine, le lieutenant de vaisseau, et le mécanicien, le lieutenant de vaisseau, ont été tués.

Le pilote savait que deux rochers, l'un à l'ouest de celui de la machine, et l'autre à l'est, se trouvaient sur cette même route qu'il croyait être au large de la côte de la mer.

Le commandant de la machine, le lieutenant de vaisseau, et le mécanicien, le lieutenant de vaisseau, ont été tués.

Le pilote savait que deux rochers, l'un à l'ouest de celui de la machine, et l'autre à l'est, se trouvaient sur cette même route qu'il croyait être au large de la côte de la mer.

Le commandant de la machine, le lieutenant de vaisseau, et le mécanicien, le lieutenant de vaisseau, ont été tués.

Le pilote savait que deux rochers, l'un à l'ouest de celui de la machine, et l'autre à l'est, se trouvaient sur cette même route qu'il croyait être au large de la côte de la mer.

Le commandant de la machine, le lieutenant de vaisseau, et le mécanicien, le lieutenant de vaisseau, ont été tués.

Le pilote savait que deux rochers, l'un à l'ouest de celui de la machine, et l'autre à l'est, se trouvaient sur cette même route qu'il croyait être au large de la côte de la mer.

Le commandant de la machine, le lieutenant de vaisseau, et le mécanicien, le lieutenant de vaisseau, ont été tués.

Le pilote savait que deux rochers, l'un à l'ouest de celui de la machine, et l'autre à l'est, se trouvaient sur cette même route qu'il croyait être au large de la côte de la mer.

Le commandant de la machine, le lieutenant de vaisseau, et le mécanicien, le lieutenant de vaisseau, ont été tués.

Le pilote savait que deux rochers, l'un à l'ouest de celui de la machine, et l'autre à l'est, se trouvaient sur cette même route qu'il croyait être au large de la côte de la mer.

Le commandant de la machine, le lieutenant de vaisseau, et le mécanicien, le lieutenant de vaisseau, ont été tués.

Le pilote savait que deux rochers, l'un à l'ouest de celui de la machine, et l'autre à l'est, se trouvaient sur cette même route qu'il croyait être au large de la côte de la mer.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Séance de la séance du vendredi 18 juillet 1890

Présidence de M. Floquet président.

Les contributions directes de 1891

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi concernant les contributions directes.

La Chambre, avant de discuter l'article 7, adopte l'article 6 relatif aux contributions directes.

« Les évaluations servant de base à la contribution foncière des propriétés bâties seront révisées tous les six ans. Toutefois, en cas de circonstances exceptionnelles, le conseil municipal aura la faculté de demander qu'il soit procédé à une nouvelle évaluation des propriétés bâties de l'ensemble de la commune à partir du 1er janvier de l'année de la révision d'office. Les évaluations ainsi établies seront neuvièmes renouvelées à l'expiration de la période décennale en cours. »

Le propriétaire d'une propriété bâtie a le droit de réclamer contre l'évaluation attribuée à son immeuble, pendant les six mois qui suivent la date de publication de la contribution foncière de son commune.

M. Boutin, commissaire du gouvernement. — L'article 8 a fixé les évaluations pour une durée de dix années.

En principe, il ne pourra être touché à ces évaluations pendant dix ans.

M. Vilfeu. — La loi est draconienne en ce qu'elle oblige le propriétaire à payer pendant dix ans le même impôt, quand bien même sa propriété aurait diminué de valeur.

M. des Rotours demande la suppression du paragraphe 3, à la demande est repoussée.

Les articles 10 à 13, relatifs à l'imposition des constructions nouvelles, des reconstructions et des additions de constructions non déclarées ou déclarées après coup, sont adoptés.

Article 14. — Il est accordé sur le principal de la contribution foncière des propriétés bâties, un dégrèvement de quinze centimes par centime de la contribution foncière des propriétés bâties.

M. Rey (Loz) soutient un autre amendement tendant à ce que le contingent d'aucun département, pour la contribution foncière des propriétés bâties, ne puisse dépasser 320 000 de revenu.

C'est le taux adopté pour le principe binaire.

Le moment est venu de réaliser une perquisition impatiemment attendue par les électeurs.

M. Rouvier, ministre des finances. — Le gouvernement n'abandonne pas le dégrèvement projeté mais à condition qu'il ne dépasse pas le chiffre de quinze centimes par centime de la contribution foncière des propriétés bâties.

Le projet ainsi transformé perd le caractère d'équité que le gouvernement lui avait donné, il aura pour effet de faire payer plus cher les contribuables, sans que le sentiment manifesté de la Chambre, le gouvernement essaiera de faire triompher le dégrèvement devant le Sénat.

Pour que cela lui soit possible, il est indispensable dans nombre de pays, on signe des pétitions pour obtenir des gouvernements qu'ils usent de représailles contre l'introduction de ces droits répressifs prohibés.

Un grand meeting de protestation s'est réuni à Sheffield, sous la présidence du maire, et vingt mille manifestants ont pris part à une manifestation portant sur le tarif des produits américains.

Il est certain que le tarif présenté aux Chambres américaines rendrait impossible l'importation d'une quantité de produits industriels, des tissus de laine et de soie, entre autres.

Le déportation d'un bataillon anglais

Londres, 19 juillet. — Le deuxième bataillon de grenadiers de la garde a reçu l'ordre de partir mardi pour Capetown.

C'est ce bataillon qui a récemment refusé le service à la caserne de Wellington, à Londres.

NOUVELLES DU JOUR

La Commission du budget et M. Rouvier

Paris, 18 juillet. — La Commission du budget a décidé de décharger sa responsabilité, puisque le gouvernement accepte un dégrèvement de quinze millions.

Seulement elle va demander à M. Rouvier de lui indiquer où il trouvera quinze millions de ressources nouvelles pour boucher ce trou.

La répression de la candidature officielle

Paris, 18 juillet. — M. Caudé d'Ornano a déposé une proposition de loi sur la répression de la candidature officielle.

Le député de la Charente fait remarquer malicieusement que l'exposé des motifs de sa proposition est emprunté à une proposition de loi présentée par des députés républicains MM. Meunier et Bonnel, le 10 décembre 1877, en faveur de laquelle la Commission d'initiative demanda la prise en considération.

Aux termes de cette proposition, aussi empruntée aux mêmes auteurs : La candidature officielle est interdite. Elle résulte de l'intervention du gouvernement en ses fonctions et des salaires de l'Etat de tous ordres dans l'élection au profit d'un candidat.

Elle est qualifiée crime et punie de la peine de la dégradation civique. Le candidat du gouvernement qui n'aura pas publiquement répudié le patronage officiel de l'administration sera privé de son droit d'éligibilité pendant cinq ans.

Le bill Mac-Kinley

Paris, 18 juillet. — M. Ribot a demandé à M. Dupuy d'ajourner jusqu'après le vote des contributions, sa question sur le bill Mac-Kinley, question sur laquelle nous avons donné hier des détails complets.

L'affaire Borras

Narbonne, 18 juillet. — Le tribunal a fixé, au 30 courant, l'affaire Pradier-Borras.

C'est M<sup>r</sup> Marcou qui, dit-on, défendra Borras.

5.57 1/2; sur mars 15,000 à 5.55; ensemble 50,000 k.

Cotons. — New-Orléans : 1 filière sur novembre à 69 7/8.

ANVERS. — Les cours sont soutenus avec une légère avance sur hier.

LEIPZIG. — Les mois de juillet et octobre inclus avancent de 2 1/2 p/s ainsi que le février mars; les autres mois sont inchangés.

LE HAÏRE. — Marché soutenu avec hausse de un franc sur quelques mois. Il y a acheteurs et vendeurs.

Ventes du juin 50 balles.

Renseignements sur le service des Postes

Papiers d'affaires

Ce que l'on entend par papiers d'affaires. — On désigne, en général, sous ce nom, les papiers d'affaires, toutes les pièces, tous les documents manuscrits, écrits ou dessinés en tout ou en partie, à la main, qui n'ont pas le caractère de correspondance officielle ou personnelle. Ex. : les pièces de procédure, les rôles de lots généraux dressés par les officiers ministériels, les lettres de vœux et commissions, les factures, les différents documents de service des compagnies d'assurance, les copies ou extraits d'actes ou sous-seing privé écrits sur papier timbré ou non, les partitions ou feuilles de musique manuscrites, les manuscrits d'ouvrages imprimés ou non.

BOURSE DE PARIS

du samedi 19 juillet

(par voie télégraphique et par fil spécial)

Table of stock market data for Paris, including sections for Fonds d'Etat, Sociétés de crédit, Chemins de fer, and Valeurs diverses.

COURS LE CLOTURE AU COMPTANT

du 19 juillet 1890

Table of closing market prices for various commodities and currencies.

BOURSE DE LILLE

du samedi 19 juillet

PAR FIL TÉLÉPHONIQUE SPECIAL

Table of stock market data for Lille, including sections for Valeurs, Charbonnages, and Actions.

DERNIERE HEURE

(De nos correspondants particuliers et par FIL SPECIAL)

La conférence africaine

Bruxelles, 19 juillet. — Au moment de la clôture du Congrès antiesclavagiste, les ministres de Turquie et de Pays-Bas refuseront de signer l'acte général qui leur est proposé.

Chez le prince de Bismarck

Halle, 19 juillet. — Les « Nouvelles de Dresde » annoncent que le prince de Bismarck a eu hier un entretien avec le prince de Saxe.

Le rôle de l'Allemagne

Berlin, 19 juillet. — Les « Nouvelles de Hambourg » publient un article éloquent écrit par le prince de Bismarck et reprochant à la presse allemande son attitude vis-à-vis de la Russie.

Le successeur du major Wissmann

Berlin, 19 juillet. — On dit que le lieutenant de Gravenreuth remplacera, comme commissaire impérial en Afrique orientale, le major Wissmann, dont la santé est trop ébranlée pour qu'il puisse rentrer avant longtemps dans les pays tropicaux.

cordège immense, dans lequel figuraient quatre conseillers fédéraux, l'accompagné jusqu'à la gare.

« Tu attend à Frauenfeld une députation de 200 tiers de francs, ayant à leur tête MM. Mottillon, Lermusiaux, Guy de Massiac, ainsi que la délégation du conseil municipal de Paris, composée de M. Emile Richard et Pérot. »

La bienvenue sera souhaitée aux Français par M. Bismarck, qui se disposera à leur présenter le drapeau fédéral au tir de Vincennes l'année dernière. La réception sera splendide.

Un grand meeting de protestation s'est réuni à Sheffield, sous la présidence du maire, et vingt mille manifestants ont pris part à une manifestation portant sur le tarif des produits américains.

Il est certain que le tarif présenté aux Chambres américaines rendrait impossible l'importation d'une quantité de produits industriels, des tissus de laine et de soie, entre autres.

Le déportation d'un bataillon anglais

Londres, 19 juillet. — Le deuxième bataillon de grenadiers de la garde a reçu l'ordre de partir mardi pour Capetown.

C'est ce bataillon qui a récemment refusé le service à la caserne de Wellington, à Londres.

5.57 1/2; sur mars 15,000 à 5.55; ensemble 50,000 k.